



RAPPORT ANNUEL



A PROPOS DU RSJ

2022

Historique

En 1993, dix (10) organisations de femmes du Sénégal étaient les principaux bénéficiaires du Projet Femmes financé par le CECI, qui était à sa première phase. Ayant les mêmes idéaux et les mêmes ambitions pour l'amélioration de la position sociale de la femme sénégalaise, ces organisations partenaires ont décidé de se mettre en réseau. Cette décision a été prise à la suite d'un processus de concertation appuyé par le CECI et le Projet Femmes dont un des objectifs était de contribuer au renforcement de la capacité des organisations qui travaillent à la promotion des droits des femmes. Cette forme d'organisation a été privilégiée en raison des avantages potentiels significatifs qu'elle est susceptible d'offrir aux membres, notamment en favorisant l'échange d'informations, la création de la synergie nécessaire, la recherche de solutions appropriées, le partage et l'optimisation d'une ressource donnée, etc. Mise sur pied le 13 octobre 1995, l'organisation dénommée "Réseau Siggil Jigéen" (RSJ) a été formalisée le 19 février 1998 et compte aujourd'hui dix-huit (18) organisations membres dont les activités intéressent directement plus de douze mille (12 000) femmes sénégalaises.

Les organisations membres interviennent activement dans différents domaines qui intéressent la vie de la femme sénégalaise tels que : la santé de la reproduction, la recherche, les droits de l'homme, les droits des femmes, le leadership des jeunes, l'alphabétisation et la formation, la micro finance, la lutte contre la pauvreté, etc.

Mission

La vision du Réseau Siggil Jigéen est « Instaurer dans la société sénégalaise et africaine des rapports de genre égaux en vue d'un développement humain durable »

Objectifs Stratégiques

En se basant sur les résultats de l'analyse des enjeux spécifiques auxquels font face les femmes sénégalaises et leurs organisations, le RSJ s'est fixé les objectifs stratégiques suivants :

- Œuvrer à l'instauration de rapports de genre équitables et égaux à tous les niveaux (sphères de décision, cadre législatif) ;
- Promouvoir et défendre les droits sociaux, économiques et politiques des femmes sénégalaises ;

SOMMAIRE

01. A propos du RSJ

02. Message de la directrice executive

03. Projets en cours 2022

04. Bilan des résultats obtenus en 2022

0.5 Budget global 2022

06. Défis et perspectives

07 Conclusion

MESSAGE DE LA DIRÉCTRICE EXECUTIVE

Les deux années 2020 et 2021 ont été très difficiles pour les femmes sénégalaises. En effet, ces dernières ont été impactées par la pandémie de la COVID-19. Lors des crises socio-sanitaires, les femmes en général payent le plus lourd tribut. Il n'est plus à démontrer que dans pareil contexte, les femmes sont les plus désavantagées en raison de leur statut socio-économique et culturel peu favorable : manque de temps, faible niveau d'éducation et de formation, analphabétisme, absence de richesses, contraintes socio-culturelles etc... Cependant, grâce à leur esprit d'entreprise, leur ingéniosité, leur courage et leur abnégation, les femmes saisissent toutes les opportunités. Cette capacité d'adaptation fait de la femme sénégalaise une actrice de développement qui sait mettre en valeur son savoir-faire à travers des actions innovantes et inspirantes pour un plein épanouissement de la famille.

La participation des femmes dans le combat pour l'amélioration des conditions de vie des familles a été vitale pendant cette période de COVID 19. Leur rôle a été déterminant dans toutes les activités de développement. Leur engagement dans les mouvements associatifs, pour l'acquisition de nouveaux droits a contribué à changer la perception de la société sur le statut socio-économique des femmes. Cette nouvelle donne contribue à faire évoluer positivement les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes. Durant cette phase de COVID, le Réseau Siggil Jigéen dans son souci permanent d'améliorer le statut de la femme Sénégalaise a su développer plusieurs stratégies d'adaptation et élaborer des plans de mitigation pour se maintenir et relever les défis en vue de réaliser les objectifs qu'il s'est fixés. Cette résilience organisationnelle implique plus que la simple capacité à survivre, bien que ce soit essentielle en permettant aux organisations de tirer parti de l'expérience et de saisir les opportunités afin de prospérer dans le monde dynamique et interconnecté d'aujourd'hui

. Elle est la manifestation d'un principe : « faire de l'excellence une habitude ». En effet, les leaders doivent avoir l'obligation professionnelle de veiller à ce que l'organisation fonctionne toujours bien et de faire en sorte qu'elle reste solide pour l'avenir.

Les résultats, que nous partageons dans ce présent rapport de 2022, sont largement au-dessus de nos attentes, vue la situation extrêmement difficile dans laquelle toutes les organisations de la société civile étaient confrontées. Cependant, la volonté d'atteindre les objectifs du Plan stratégique de 2021-2025 demeure cruciale. Dès lors Il devient impératif de se donner les moyens d'atteindre ces résultats en tenant en compte les enjeux prioritaires du Réseau et la capacité des organisations membres

A PROPOS DU RSJ

- Favoriser le développement des capacités des organisations de femmes ;
- S'impliquer dans la prise en charge des enjeux nationaux et internationaux pour la position de la femme.

Les organisations membres interviennent activement dans différents domaines qui intéressent la vie de la femme sénégalaise tels que : la santé de la reproduction, la recherche, les droits de l'homme, les droits des femmes, le leadership des jeunes, l'alphabétisation et la formation, la micro finance, la lutte contre la pauvreté, etc.

Nos domaines d'interventions

- La promotion de la mise en œuvre de stratégies efficaces de plaidoyer et de lobbying en faveur de la position sociale de la femme sénégalaise ;
- Le renforcement des capacités organisationnelles et d'intervention du RSJ, de ses membres et des organisations de femmes ; et les autres organisations de la société civile ;
- La promotion de la synergie des efforts entre le RSJ, ses membres et les autres organisations ;
- La création et l'animation d'un espace de communication et de documentation



PROJETS EN COURS

Le RSJ s'était doté en 2012 d'un Plan stratégique pour la période de référence 2012-2016, lequel outil est ainsi arrivé à terme il y a quatre ans, alors que le contexte a changé de façon très significative ; On pourrait se limiter à citer deux illustrations : - l'adoption de l'agenda 2030 du développement durable et des Objectifs de développement - les aléas entraînés par la pandémie de COVID-19, qui impacte surtout les acteurs les plus vulnérables de la société. De par sa nature de Réseau, le RSJ est également au défi de s'assurer qu'il n'y a pas double emploi ou concurrence avec les actions de ses membres ; ce qui implique la révision régulière de son positionnement stratégique, sa complémentarité et subsidiarité avec les membres, ainsi que la cohérence de son action avec son identité et sa mission. Il est alors évident que le Réseau RSJ a grand intérêt à mettre à jour ses orientations stratégiques et s'assurer que ses actions au niveau opérationnel, ses alliances et son organisation sont en ligne avec son identité militante, les buts qui sont à la base de la fondation du Réseau ainsi qu'avec les exigences du contexte et de l'écosystème des parties prenantes. C'est ainsi que le Réseau Siggil Jigéen a lancé un processus de mise à jour de sa planification stratégique. Le processus est conçu sur une base participative et les produits définis sur la base d'ateliers, de consultations des parties prenantes, etc. le RSJ a fait-recours à un consultant en tant facilitateur du processus, animateur des ateliers et rédacteur des documents.

Vision

La vision du Réseau Siggil Jigéen est « Instauration dans la société sénégalaise et africaine des rapports de genre égalitaires en vue d'un développement humain durable »

Objectifs Stratégiques

En se basant sur les résultats de l'analyse des enjeux spécifiques auxquels font face les femmes sénégalaises et leurs organisations, le RSJ s'est fixé les objectifs stratégiques suivants :

- Œuvrer à l'instauration de rapports de genre équitables et égalitaires à tous les niveaux (sphères de décision, cadre législatif) ;
- Promouvoir et défendre les droits sociaux, économiques et politiques des femmes sénégalaises ;

PROJETS EN COURS

Women Deliver

Le RSJ sous l'égide de la coalition sénégalaise de Deliver for Good et avec l'appui technique et financier de Women Deliver s'est fixé comme objectif de contribuer à l'augmentation des engagements financiers et politiques en faveur des femmes et des filles pour l'atteinte des ODD.

Plus spécifiquement, le RSJ va travailler dans la mobilisation des ressources pour la SRAJ pour une éducation de qualité.

Ce projet se déroulant sur la période 2018-2023 va faciliter l'intégration de l'égalité des genres dans tous les ODD par le biais de rassemblements, d'un renforcement mutuel des capacités et de campagnes menées par des partenariats mondiaux, régionaux et nationaux engagés.

Global Fund

La législation du Sénégal sur l'avortement, est très restrictive. Ainsi, une interruption volontaire de grossesse n'est autorisée qu'en cas de danger pour la vie de la mère. Un assouplissement de la loi, pour s'aligner avec le Protocole de Maputo lequel légalise l'avortement en cas de viol ou d'inceste réglerait déjà une partie du problème.

C'est dans ce contexte que RSJ compte s'aligner aux activités de la Task Force dont il est membre depuis 2013 et qui plaide pour une autorisation de l'avortement pour les victimes de viol et d'inceste et également mettre en place un mécanisme de réquisition et d'accompagnement communautaire efficace pour la gratuité du certificat médical pour les victimes de viol et d'incestes

VLF

Le projet Voix et Leadership des femmes qui se tient sur la période 2019-2023 est une lutte menée par les organisations de la société civile surtout par les Organisations de la Société Civile / Femme (OSC/F) a permis d'enregistrer plusieurs acquis en termes de lois, de politiques et programmes en faveur des femmes sur différentes thématiques.

Ainsi pour accompagner les OSC/F à œuvrer pour un exercice plus accru des droits des F/F, que le projet Voix et Leadership des Femmes est mis en œuvre. À travers ce projet financé par Affaires mondiales Canada (AMC), le projet VLF mis en œuvre par le CECI (Centre d'Etude et de Coopération Internationale), vise, par des approches innovantes, efficaces et efficientes, à permettre aux femmes de mieux exercer leurs droits et stimuler le progrès vers l'égalité des sexes au Sénégal.

L'une des trois portes d'entrée pour l'atteinte des résultats du projet VLF-Sénégal est le renforcement de l'efficacité du plaidoyer des plateformes, des réseaux et des alliances de défense et de promotion des droits des femmes.

Le projet VLF-Sénégal a décidé de renouveler l'approche du faire faire en confiant la mise en œuvre d'une partie des activités du PTA 3. C'est dans ce cadre que le RSJ a mis en œuvre six (6) activités du PTA 3 du projet VLF en collaboration avec les 4 autres réseaux d'OSC/F partenaires mais également des réseaux non partenaires qu'il a lui-même identifiés pour l'accompagner.

Ce projet du RSJ a pour objectif de :

- Contribuer au renforcement organisationnel du RSJ
- Plaidoyer pour la révision des dispositions discriminatoires à l'égard des femmes et des filles.

Le projet « Contribution à l'amélioration de la GHM et à la réduction des grossesses précoces dans les communes de Derklé et de Pikine Nord » de Equal Measures 2030

USAID EXPAND 2022-2024

Au Sénégal, l'USAID, à travers NPI EXPAND a mis en place un mécanisme de financement pour soutenir un réseau actif de plaidoyer en santé entre 2020 et 2024

Ce financement est alloué aux partenaires locaux, y compris les petites ONG/OCB ainsi que les réseaux/associations et doit fournir un soutien aux approches innovantes de plaidoyer.

Le projet NPI EXPAND (2019-2024) est conçu pour augmenter la disponibilité et l'utilisation des services de santé, en renforçant la capacité technique et organisationnelle des partenaires nouveaux et sous-utilisés (NUP) et en les aidant à intensifier les innovations en matière de santé. Il s'agit en outre de développer les capacités de gestion et les compétences techniques des organisations locales et s'assurer qu'elles peuvent mettre en œuvre avec succès les subventions directes de l'USAID, d'autres donateurs et de leurs gouvernements respectifs, en espérant que ces efforts influenceront les pays à progresser dans leur cheminement vers un système de santé durable et résilient.

C'est dans ce cadre qu'un processus consultatif de co-création a été lancé en octobre 2020. Ce processus a réuni plus d'une vingtaine d'organisations de la société civile. Le processus a abouti de manière consensuelle, à la mise en place d'un cadre commun de concertation, de coordination et de plaidoyer pour la santé dénommé « Cadre de Concertation, de Coordination et d'Actions de Plaidoyer de la société civile pour la Santé au Sénégal » (en abrégé, 3CAP-Santé) dont les textes directeurs (statuts, règlement intérieur et manuel de procédures) ont été adoptés le 1er octobre 2021.

Le réseau 3CAP-Santé est divisé en quatre espaces de réflexion appelés pools de compétence. Le Pool de compétences Réformes Juridiques a comme principale mission d'animer le processus de plaidoyer et d'actions pour la génération de connaissances, l'analyse détaillée des questions liées aux réformes juridiques pour des solutions pertinentes, concrètes, opérationnelles

et durables en faveur de la santé.

La participation reste ouverte à toutes les organisations du Réseau de Plaidoyer désirant adhérer au Pool Réformes Juridiques.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet NPI EXPAND, Palladium a mis à la disposition des pools de compétence des subventions. Ces subventions sont redistribuées à des organisations sous-réceptives sélectionnées au sein du pool pour exécuter des activités de plaidoyer et de renforcement de capacités. Le pool réformes juridique a octroyé un de ses deux sous-subventions au réseau Siggil jiggen (RSJ) pour l'exécution des activités du résultat « Amener l'Etat du Sénégal à signer un décret d'application de certaines dispositions de la loi n ° 2005-18 du 05 Août 2005 relative à la santé de la reproduction d'ici 2024 » .

AVCD « Comprendons le genre et le féminisme » 2022-2023

Les concepts "genre" et "féminisme" brillent par leur absence dans le débat public et dans les médias ces dernières années. On entend parler d'égalité, de partage des tâches, de parité, de violences, mais des féministes elles-mêmes peu de mentions. Les termes « genre » et « féministe » semblent être tombés en désuétude, ou être utilisés surtout pour dévaluer un propos, une intervenante, une revendication, comme si "féministe" était devenu une insulte ou une appellation à utiliser avec des pincettes.

Les critiques antiféministes et anti genre ont régulièrement stigmatisé les féministes en attaquant leur sexualité, jugée hors-norme, inexistante ou en compétition avec la sexualité masculine.

C'est pour inverser cette tendance que Siggil Jigéen compte mettre en œuvre ce projet afin de développer des activités stratégiques qui pourraient favoriser l'acceptation de ces concepts par la communauté.

Ce financement est alloué aux partenaires locaux, y compris les petites ONG/OCB ainsi que les réseaux/associations et doit fournir un soutien aux approches innovantes de plaidoyer.

Le projet NPI EXPAND (2019-2024) est conçu pour augmenter la disponibilité et l'utilisation des services de santé, en renforçant la capacité technique et organisationnelle des partenaires nouveaux et sous-utilisés (NUP) et en les aidant à intensifier les innovations en matière de santé. Il s'agit en outre de développer les capacités de gestion et les compétences techniques des organisations locales et s'assurer qu'elles peuvent mettre en œuvre avec succès les subventions directes de l'USAID, d'autres donateurs et de leurs gouvernements respectifs, en espérant que ces efforts influenceront les pays à progresser dans leur cheminement vers un système de santé durable et résilient.

C'est dans ce cadre qu'un processus consultatif de co-création a été lancé en octobre 2020. Ce processus a réuni plus d'une vingtaine d'organisations de la société civile. Le processus a abouti de manière consensuelle, à la mise en place d'un cadre commun de concertation, de coordination et de plaidoyer pour la santé dénommé « Cadre de Concertation, de Coordination et d'Actions de Plaidoyer de la société civile pour la Santé au Sénégal » (en abrégé, 3CAP-Santé) dont les textes directeurs (statuts, règlement intérieur et manuel de procédures) ont été adoptés le 1er octobre 2021.

Le réseau 3CAP-Santé est divisé en quatre espaces de réflexion appelés pools de compétence. Le Pool de compétences Réformes Juridiques a comme principale mission d'animer le processus de plaidoyer et d'actions pour la génération de connaissances, l'analyse détaillée des questions liées aux réformes juridiques pour des solutions pertinentes, concrètes, opérationnelles

et des femmes et, en mesurant, déterminer si le monde est sur la bonne voie pour la réalisation de l'égalité de genre d'ici à 2030. Cet Indice, comme celui pilote de 2019, répond à l'urgente nécessité de disposer de données sur l'égalité de genre, vu le rôle essentiel qu'elles jouent dans la réalisation de progrès vers les objectifs visés.

« Renforcement des mécanismes institutionnels et sociaux pour assurer le droit des femmes de Ziguinchor à la non-discrimination et à une vie sans violence » USOFORAL-RSJ 2022-2023 :

La proposition vise à contribuer à l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles au Sénégal, en particulier dans les communes de Djinaky, Djibidione et Niamone ; mais aussi avec une dimension régionale et nationale. La proposition est focalisée sur le renforcement des mécanismes institutionnels et sociaux de prévention, de protection et d'accès à la justice, à travers le renforcement des capacités, la création d'un cadre de dialogue et de participation des organisations de femmes avec les services de l'État, la promotion d'un agenda commun des organisations féministes pour le plaidoyer contre la violence sexiste et la transformation des mentalités en faveur de l'égalité des sexes. Ce projet est réalisé en consortium avec le Comité Régionale de Solidarité des Femmes pour la Paix en Casamance (CRSFPC/USOFORAL).

EQUAL MEASURES 2030

Equal Measure 2030 (EM2030) est un partenariat qui œuvre à atteindre l'égalité de genre au niveau mondial, en s'appuyant sur des données solides ; un monde où chaque fille et chaque femme compte, et est comptée. Ce partenariat unique, mené par la société civile et le secteur privé, met les données et les éléments probants en lien avec le plaidoyer et l'action. Il a pour objectif de faire en sorte que les mouvements de filles et de femmes, les défenseurs et défenseuses et les décideurs disposent des données exhaustives dont ils et elles ont besoin, au moment opportun, et dans un format qui leur permet de les utiliser pour promouvoir les avancées en termes d'égalité de genre. C'est en ce sens que dans son nouveau rapport, EM2030 a présenté un nouvel Indice du Genre dans les ODD pour rendre compte des progrès réalisés en faveur des filles.

Ainsi dans le cadre de ce partenariat, le RSJ a déroulé beaucoup d'activités pour aider les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre à disposer et utiliser les données dans leur travail de plaidoyer. À ce jour, une soixantaine de personnes issues du gouvernement, des collectivités territoriales, des jeunes activistes, de la société civile ont été touchées par les formations sur le plaidoyer basé sur les données (D4A). Mis à part ces formations à l'endroit des défenseurs et défenseuses, le RSJ a travaillé avec EM sur une fiche d'information dénommée fiche stimulante.

De plus, grâce à cette collaboration, un comité de plaidoyer a été mis en place. Ce comité regroupe les défenseur-e-s, les formateurs, les sectoriels, les activistes et les jeunes. Le comité de plaidoyer s'est fixé pour but de contribuer à l'atteinte de l'égalité de genre au Sénégal par le renforcement de l'utilisation des données.

BILAN DES ACTIVITES

Dans le cadre de sa vision stratégique, le Réseau Siggil Jigéen s'est positionné en qu'organisation de la société civile voué à l'amélioration et au renforcement du statut de la femme sénégalaise dans la société. 2. Pour l'année 2021, le RSJ s'est doté d'un nouveau PS (2021-2025). Il faut noter que le plan stratégique pour la période de référence 2012-2016 était arrivé à expiration et que le contexte a changé de façon très significative. Le nouveau PS du RSJ a permis de mettre à jour les orientations stratégiques et s'assurer que les actions au niveau opérationnel, les alliances et son organisation sont en ligne avec son identité militante, les buts qui sont à la base de sa fondation ainsi qu'avec les exigences du contexte et de l'écosystème des parties prenantes. Ce tableau ci-dessus résume les différents projets, les activités déroulées ainsi que leurs résultats en taux d'exécution

PROJETS

ACTIVITES PREVUES

RESULTATS ATTEINTS

TAUX D'EXECUTION

GLOBAL FUND

1. L'organisation d'un grand atelier national de partage, d'amendement et de validation des argumentaires religieux, et juridiques revus et du recueil de témoignages
2. Une sensibilisation numérique qui a touché plus de 500.000 personnes
3. Des sensibilisations et formations communautaires qui ont touché plus de 400 leaders et influenceurs.

Une large diffusion du contenu des argumentaires et ont permis une meilleure appropriation de la communauté sur la nécessité de faciliter l'avortement médicalisé aux victimes de viol et d'inceste.

100%

NPi Expand /PRJ

1. État des lieux de la loi SR avec l'appui d'un consultant
2. Rencontres avec les différentes parties prenantes
3. Organisation de 4 fora communautaires sur la SR
4. Rencontre d'information avec les parlementaires
5. Ateliers de formation et de mobilisation d'une journée en faveur de la loi sur la SR avec 25 participants par atelier
6. Trois rencontres d'informations et d'orientations avec les défenseurs de droit, les journalistes et les populations clés sur la loi SR
7. 2 ateliers de 30 participants sur une durée de 2 jours pour élaborer 'argumentaire du projet de décret de la loi SR à partir de l'analyse des résultats de l'état des lieux de la loi SR
8. Trois (3) séances de restitution et d'analyse des résultats l'étude sur l'Etat des lieux de la loi SR avec les parties prenantes

- L'état des lieux de la loi SR a fait ressortir des goulots d'étranglement qui sont : l'incompréhension de la loi ou de son contenu, la faible appropriation de la loi par les autorités et l'absence d'un suivi formel.
- 90 participants dont 37 hommes et 23 femmes à raison de 30 participants ont pris part à ces ateliers
- Les séances de restitution et d'analyse des résultats de l'étude sur l'état des lieux de la loi SR ont permis l'identification des défis importants ainsi que des recommandations. dont
 - Le renforcement de la communication et de la sensibilisation au sein des décideurs et de la population surtout les opposants ;
 - Les éléments de langage pour une meilleure compréhension ;
 - Le développement (réactualisation) d'un plan de plaidoyer, etc.

100%

NPi Expand /PRJ

1. État des lieux de la loi SR avec l'appui d'un consultant
 2. Rencontres avec les différentes parties prenantes
 3. Organisation de 4 fora communautaires sur la SR
 4. Rencontre d'information avec les parlementaires
 5. Ateliers de formation et de mobilisation d'une journée en faveur de la loi sur la SR avec 25 participants par atelier
 6. Trois rencontres d'informations et d'orientations avec les défenseurs de droit, les journalistes et les populations clés sur la loi SR
 7. 2 ateliers de 30 participants sur une durée de 2 jours pour élaborer l'argumentaire du projet de décret de la loi SR à partir de l'analyse des résultats de l'état des lieux de la loi SR
 8. Trois (3) séances de restitution et d'analyse des résultats l'étude sur l'Etat des lieux de la loi SR avec les parties prenantes
- Un argumentaire de plaidoyer sur la loi SR est élaboré et disponible
 - Les différentes parties prenantes sont informées des objectifs du projet et s'engagent à soutenir le plaidoyer sur la signature du décret d'application de la loi SR
 - Plus de 300 personnes (acteurs communautaires, religieux, jeunes, personnel de santé, journalistes) sont sensibilisés sur la loi SR et l'importance du décret d'application
 - 10 journalistes, 10 religieux, 2 syndicats de la santé s'engagent à accompagner le plaidoyer sur la signature du décret d'application
 - Les populations clés s'engagent à accompagner le plaidoyer sur la signature du décret d'application
 - Les ordres et associations professionnelles de santé s'engagent à accompagner la signature du décret d'application de la loi SR (AFEMS, ONMS, ANSFES, ANIIDES)
 - La DSME s'engage à accompagner les actions de plaidoyer pour la signature du décret d'application de la loi SR

100%

Women deliver

- Forum d'interpellation / Table ronde des PTF
 - Rencontres avec les syndicats de la santé pour mobiliser leur soutien.
 - Réunion GTS
 - Rencontre de plaidoyer avec le maire de la collectivité territoriale de Mbao
 - Réunion de suivi de la mise en œuvre des plans de plaidoyer de Rufisque-Est
 - Réunion de suivi de la mise en œuvre des plans de plaidoyer de Keur Massar
 - Réunion de suivi de la mise en œuvre des plans de plaidoyer de Mbao
 - Réunion du groupe thématique Education
- Un plaidoyer autour de l'accroissement des ressources conséquentes destinées à la santé des adolescents (es) et jeunes pour réduire la mortalité infanto-juvénile au Sénégal a été fait auprès des autorités et des engagements pris en faveur du financement de la SRAJ ;
 - Trois (3) députés ont signé un engagement à appuyer le plaidoyer pour la signature du décret d'application ;
 - Deux (2) religieux et une (01) syndicaliste se sont engagés à appuyer le plaidoyer pour la signature du décret d'application à travers la réalisation de 3 capsules vidéo.
 - 2 religieux ont signé un engagement à appuyer le plaidoyer pour la signature du décret d'application ;
 - Tenues régulières des réunions des GTS et GTE

100%

VLF

- Formation des organisations membres du RSJ en recherche quantitative, qualitative, analytique et collecte de données désagrégées
- Formation d'un pool de formateurs en genre et droits humains, ODD et droits des femmes, développement durable, compétences de vie courante
- fora communautaires pour vulgariser l'acte additionnel, le décret d'application de la loi SR et la loi criminalisant le viol et la pédophilie
- Tenue d'un cadre d'échange annuel « Èttu Ndaw Gni » avec les adolescentes et les jeunes du secteur éducatif et du secteur informel sur la SRAJ
- Activités de sensibilisation et de vulgarisation de la circulaire portant retour de la fille à l'école après une grossesse
- Dialogue intergénérationnel, dans 5 établissements scolaires et universitaires pour des espaces sûrs favorisant le séjour à l'école de la jeune fille et du corps professoral féminin
- 25 jeunes formés sur la recherche qualitative et quantitative
- Existence et disponibilité d'un pool de 25 formateurs capables de prendre en charge les questions de recherche
- 20 jeunes filles et garçons ont été formés sur les Droits humains, le cadre légal des droits des femmes au Sénégal, le développement durable et les compétences de vie courante.
- 75 femmes et filles sensibilisées sur le loi SR, la loi criminalisant le viol et la pédophilie et l'acte additionnel.
- 35 jeunes issus d'un daara et du secteur informel ont pris part aux différentes discussions sur les thématiques suivantes : grossesses précoces, hygiène menstruelle, violence et drogue
- 100 acteurs de l'école ont été touchés sur l'importance de la circulaire 004379 du ministère de l'éducation portant sur le retour de la jeune fille après une grossesse
- 5 sessions de dialogue intergénérationnel ont été tenues dans les écoles

100%

« Comprendons le genre et le féminisme »

- Table ronde nationale avec 30 influenceurs, blogueurs et journalistes sur les concepts de genre et féminisme
- Panel avec l'ancienne et la nouvelle génération sur l'affaiblissement du mouvement féministe sénégalais
- E-Campagne sur les concepts de « genre » et de « féminisme »
- 02 sessions nationales de renforcement de capacités sur les concepts de genre et féminisme
- Faire des vidéos court métrage sur le genre et le mouvement féministe sénégalais
- Produire des visuels sur ces deux concepts
- Atelier d'élaboration des messages sur le genre et le féminisme
- Produire et vulgariser des podcasts sur ces deux concepts
- Reproduction outils de coms
- Cartographie des organisations /collectifs/individus défenseurs des droits de femmes// féministes//
- 30 influenceurs, blogueurs et journalistes s'engagent à promouvoir le genre et le féminisme
- Un dialogue entre les 2 générations de féministe est organisé et des recommandations formulées sur le mouvement
- +200 000 personnes touchées par les messages de la campagne dans les différentes plateformes de réseaux sociaux du RSJ
- 60 défenseur-e-s des droits des femmes sont formés sur les concepts de genre et de féminisme
- Plus d'une dizaine de vidéos réalisées
- Plus de 20 visuels élaborés
- Plus d'une vingtaines messages élaborés sur le genre et le féminisme
- Une cartographie des différentes organisations collectifs/individus défenseurs des droits des femmes// féministes réalisés

100%

« Comprendons le genre et le féminisme »

- Elaboration d'un rapport d'évaluation du mouvement féministe d'avant et d'aujourd'hui
 - atelier national avec les défenseur-e-s des droits des femmes et les ministères sectoriels sur la démystification du concept « genre » et l'élaboration d'un document de base et un lexique accessible et clair sur les concepts « genre » et « féministe »
 - Organiser deux sessions nationales de renforcement de capacités des défenseur-e-s des droits des femmes sur la clarification des concepts et les stratégies de communication pour favoriser l'acceptation de ces concepts au sein des communautés.
- Un rapport d'évaluation sur le mouvement féministe d'avant à aujourd'hui réalisé
 - 30 religieux formés sur le genre et le féminisme s'engagent à promouvoir les droits des femmes
 - 30 leaders communautaires formés s'engagent à renforcer les actions de promotion des droits des femmes
- 100%**

Equal Measures 2030

- Organisation d'une formation des formateurs au niveau national sur l'utilisation des données probantes en plaidoyer.
 - Organisation d'une formation avec les défenseurs et défenseur-e-s au niveau national sur le plaidoyer basé sur les données à travers l'outil D4A
 - Organisation d'une session de formation avec les défenseurs et défenseuses au niveau local (deux communes cibles dans la région de Dakar) sur le plaidoyer de l'égalité de genre et l'utilisation des données pour le plaidoyer
 - Organisation d'une session de formation avec les 18 organisations membres du Réseau Siggil Jigéen sur l'outil D4A et l'utilisation des données pour le plaidoyer
 - Organisation d'une session de formation avec organisations jeunes sur l'outil D4A et l'utilisation des données pour le plaidoyer
 - Organisation d'un atelier de partage de la Revue Nationale Volontaire dans le cadre du Forum de Haut Niveau
- Existence d'un pool de 30 formateurs au niveau national sur l'utilisation des données probantes en plaidoyer
 - 30 défenseur-e-s sont formés sur le plaidoyer basé sur les données
 - Un comité de plaidoyer composé des défenseur-e-s est mis en place
 - Les 18 organisations membres du RSJ sont formés sur le plaidoyer basé sur les données
 - 30 OSC de jeunes sont formés sur le plaidoyer basé sur les données
 - Les conclusions de la RNV 2022 sur les ODD sont partagés aux organisations de la société civile
 - Le comité de plaidoyer des défenseur-e-s des droits des femmes est invité à rejoindre le collectif des OSC qui doivent travailler sur le rapport des ODD produit le gouvernement
- 100%**

«Renforcement des mécanismes institutionnels et sociaux pour assurer le droit des femmes de Ziguinchor à la non-discrimination et à une vie sans violence » USOFORAL-RSJ 2022-2023

- Campagne de communication pour l'égalité et la prévention de la violence basée sur le genre dans les médias nationaux
- Programme de réunions de plaidoyer avec le ministère de la femme
- Atelier d'orientation nationale des OSC sur le PAN/VBG, les DH et les lois discriminatoires

- Une campagne de communication au niveau national est réalisée
- Des rencontres de plaidoyer avec les décideurs sont organisées
- 60 OSC des 14 régions du Sénégal ont réfléchi sur le PAN VBG et formulées des recommandations

100%

BUDGET GLOBAL 2022

ETAT DES DEPENSES

SALAIRES PERSONNEL, INDEMNITÉS DES POINTS FOCAUX ET CHARGES SOCIALES	67260000
---	----------

ETATS DE RECETTES

PLAN	50000000
------	----------

EQUAL MEASURES	36216435
----------------	----------

FOND MONDIALE	12656400
---------------	----------

ABCD	31726128
------	----------

USAID EXPAND	50308450
--------------	----------

WOMEN DELIVER	76000000
---------------	----------

DEFIS ET PERSPECTIVES

Les défis sont :

- La mobilisation des ressources ;
- La matérialisation des engagements reçus auprès des collectivités territoriales ;
- L'implication des organisations membres des autres régions ;
- Le partenariat avec le secteur privé ;
- La fluidité de la communication entre les organisations membres et le RSJ ;
- La capitalisation des bonnes pratiques ;
- Le renforcement du personnel.

Et, en termes de perspectives on peut retenir :

- Le renforcement du partenariat entre RSJ et les acteurs stratégiques ;
- Le renforcement de la communication interne et externe du RSJ ;
- L'implication et la responsabilisation progressiv des jeunes surtout les filles dans les instances de prise de décision, avec une attention pour les femmes/filles vivant avec un handicap ;
- Le renforcement du « coaching » des jeunes leaders du RSJ pour les préparer à assurer la relève ;
- Le renforcement des capacités en leadership politique des femmes et jeunes filles ;
- Le renforcement de la prise en charge des femmes/filles victimes de VBG

CONCLUSION

En conclusion, l'année 2022 a été marquée par des avancées significatives pour le Réseau Siggil Jigéen, qui a su consolider son rôle de pilier dans la promotion des droits des femmes et l'égalité de genre au Sénégal. Les activités menées ont permis de renforcer la mobilisation des acteurs de la société civile, d'approfondir la réflexion sur les enjeux de genre et de mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de la réduction des violences faites aux femmes et aux filles. Le réseau a également œuvré à créer des espaces de dialogue et de formation, favorisant ainsi une meilleure appropriation des concepts féministes dans des contextes variés, tout en contribuant à l'élaboration et à la diffusion de documents stratégiques essentiels.

Toutefois, malgré ces réussites, des défis subsistent, notamment en matière de financement, de coordination des initiatives et d'implication accumulée des jeunes et des institutions publiques. Fort de ces acquis, le Réseau Siggil Jigéen s'engage à poursuivre ses efforts pour renforcer le plaidoyer et à élargir ses partenariats afin d'atteindre une transformation sociale durable. L'année à venir sera l'occasion de bâtir sur ces fondations solides pour intensifier les actions de sensibilisation, promouvoir une véritable synergie entre les acteurs et consolider un cadre juridique et institutionnel